

CCVALLEEDUGARON.COM

Préparation Budgétaire 2024: **Le DOB /ROB 2024**



Sommaire



- Le cadre légal et contexte financier
- Le suivi du pacte financier et fiscal
- Les éléments du DOB/ROB 2024

[p. 3](#)

[p. 10](#)

[p. 19](#)

Orientations budgétaires 2024

Cadre légal du DOB / ROB



Rapport d'orientation budgétaire

Avant l'examen du budget, l'exécutif des communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI qui comprennent au moins une commune de plus de 3 500 habitants, des départements, des régions et des métropoles présente à son assemblée délibérante un rapport sur :

- les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses d'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières entre une commune et l'EPCI dont elle est membre,
- les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses,
- la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice.

De plus, pour les communes de plus de 10 000 habitants et les EPCI de plus de 10 000 habitants comprenant au moins une commune de 3 500 habitants, les départements, les régions et les métropoles, le rapport de présentation du DOB comporte également une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs.

Il précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Le rapport doit être communiqué aux membres des assemblées délibérantes en vue du débat d'orientation budgétaire, au minimum 5 jours avant la réunion pour les conseillers municipaux et 12 jours pour les conseillers départementaux et régionaux.

L'absence de communication aux membres de l'assemblée délibérante de ce rapport constitue un vice revêtant un caractère substantiel et justifie l'annulation de la délibération d'adoption du budget primitif dans la mesure où elle est intervenue à l'issue d'une procédure irrégulière.

Nouvelle obligation depuis la Loi de programmation des finances publiques 2018 - 2022 : faire figurer les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement de la collectivité (BP et BA).

Références législatives : Art. 8 et 20, Ordonnance du 26 août 2005, CAA Douai 14/06/2005, commune de Noye ; TA Nice 10/11/2006, M. Antoine Di Lorio c/ commune de La Valette-du-Var ; TA Nice 19/01/2007, M. Bruno Lang c/ commune de Mouans-Sartoux, Art. L.2121-12, L.3121-19 et L.4132-18 du CGCT ; CAA Lyon, 09/12/2004, « Nardone », décret n°2016-841 du 24/06/2016.

Compte-rendu de séance et publicité

Le DOB est relaté dans un compte-rendu de séance (TA Montpellier, 11/10/1995, « BARD/Commune de Bédarieux »).

Le DOB des EPCI doit être transmis obligatoirement aux communes membres et celui des communes au président de l'EPCI dont la commune est membre dans un délai de 15 jours (décret n°2016-841 du 24/06/2016).

Dans un délai de 15 jours suivant la tenue du DOB, il doit être mis à la disposition du public à la mairie, au département, à la région ou au siège de l'EPCI.

Le public doit être avisé de cette mise à disposition par tout moyen : site internet, publication, ... (décret n°2016-841 du 24/06/2016).



Afin de permettre aux citoyens de disposer d'informations financières claires et lisibles, le rapport adressé aux organes délibérants à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité, lorsqu'il existe, dans un délai d'un mois après leur adoption.

Décret n° 2016-834 du 23 juin 2016 relatif à la mise en ligne par les collectivités territoriales et par leurs établissements publics de coopération intercommunale de documents d'informations budgétaires et financières.

Orientations budgétaires 2024

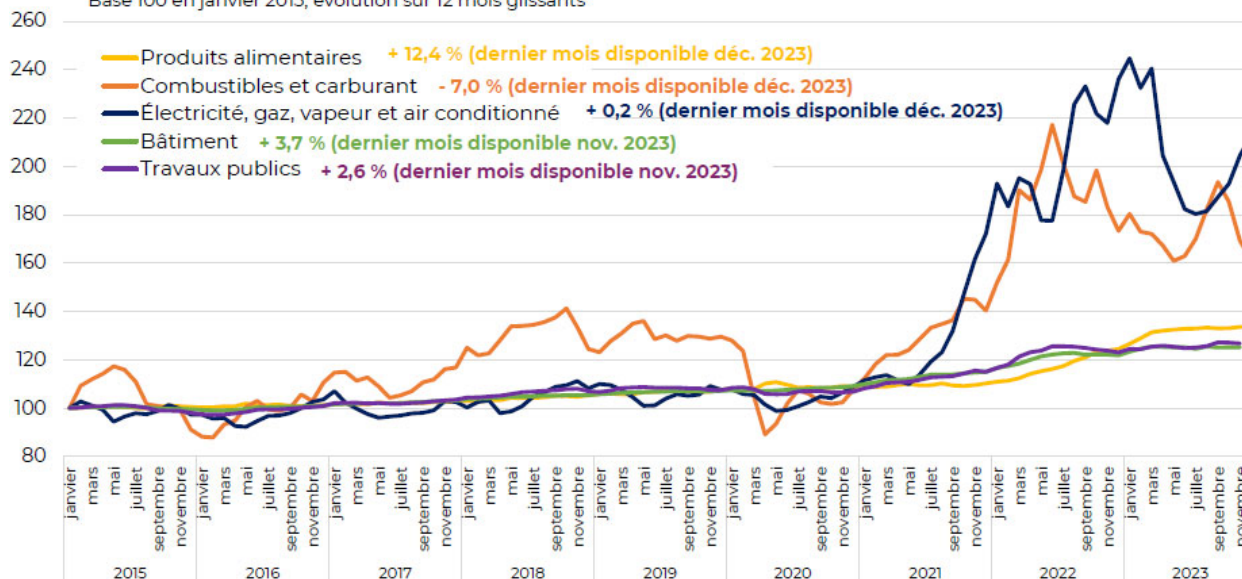
Contexte économique et financier



- Arrêts de la hausse du **taux d'inflation et taux d'intérêts**
- Mais **stabilisation à des niveaux relativement élevés** par rapport au début du mandat

Évolution de certains indices de prix impactant la dépense locale

Base 100 en janvier 2015, évolution sur 12 mois glissants



Estimations T3 2023

Indice de prix de la dépense communale (4T/4T) : + 6,0 %

Indice de prix de la dépense communale hors charges financières (4T/4T) : + 4,7 %

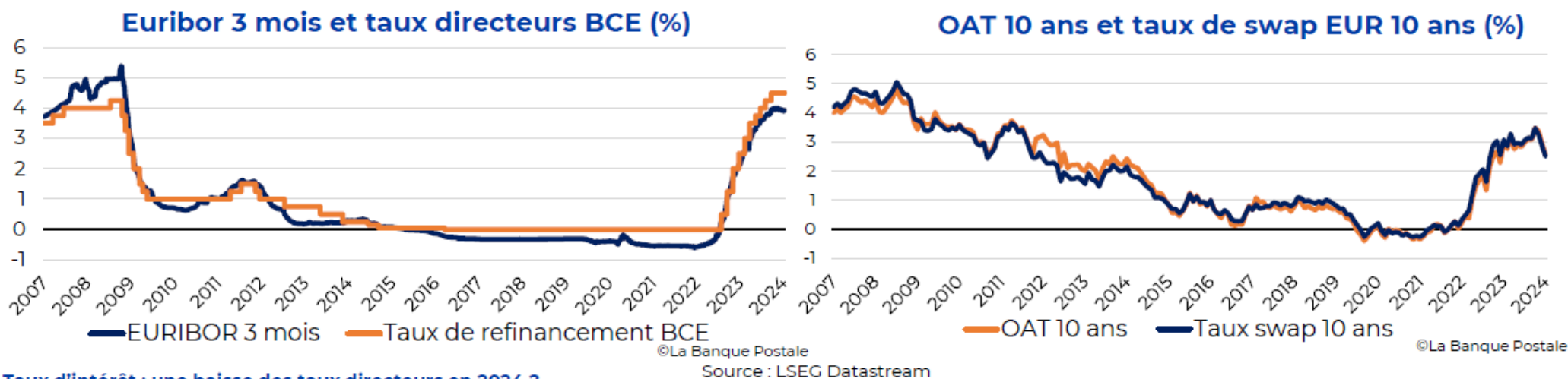
Indice de prix à la consommation hors tabac (4T/4T) : + 5,5 %

Contexte économique et financier



- Arrêts de la hausse du **taux d'inflation et taux d'intérêts**
- Mais **stabilisation à des niveaux relativement élevés** par rapport au début du mandat

Évolution des taux d'intérêt



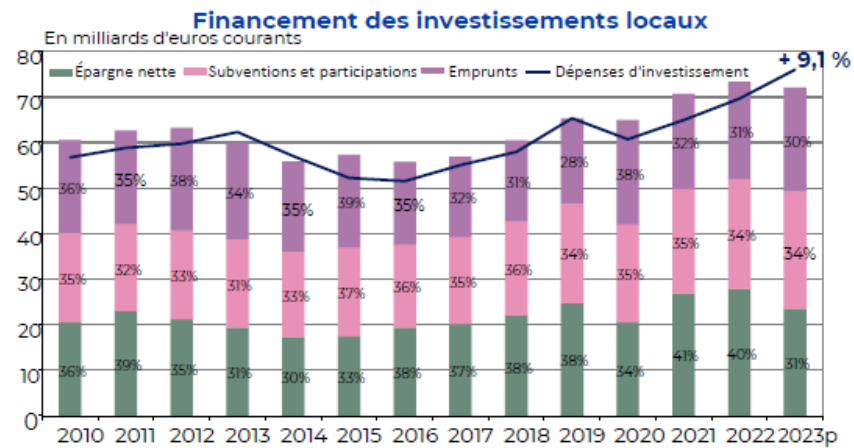
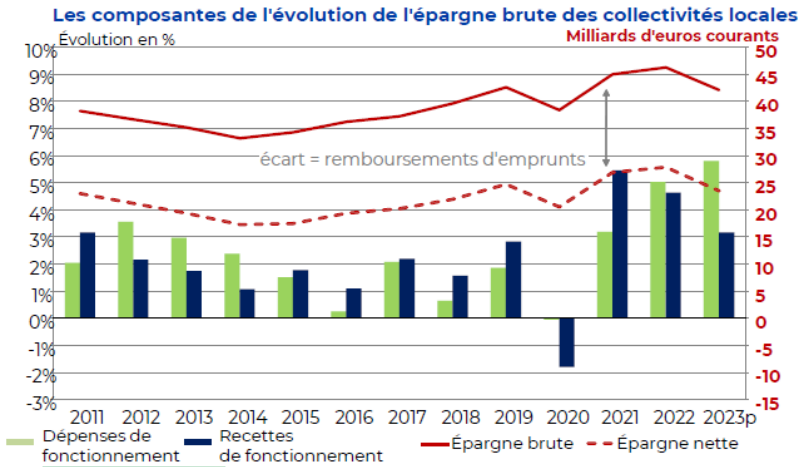
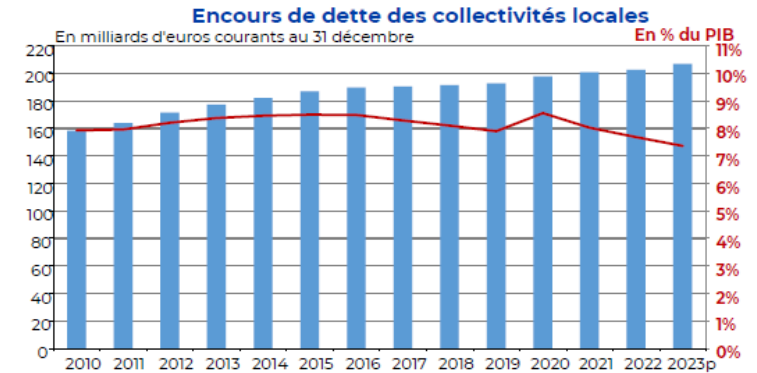
Taux d'intérêt : une baisse des taux directeurs en 2024 ?

Orientations budgétaires 2024

Contexte économique et financier des collectivités locales



- Autofinancement en baisse
- Investissements en hausse
- Endettement en hausse

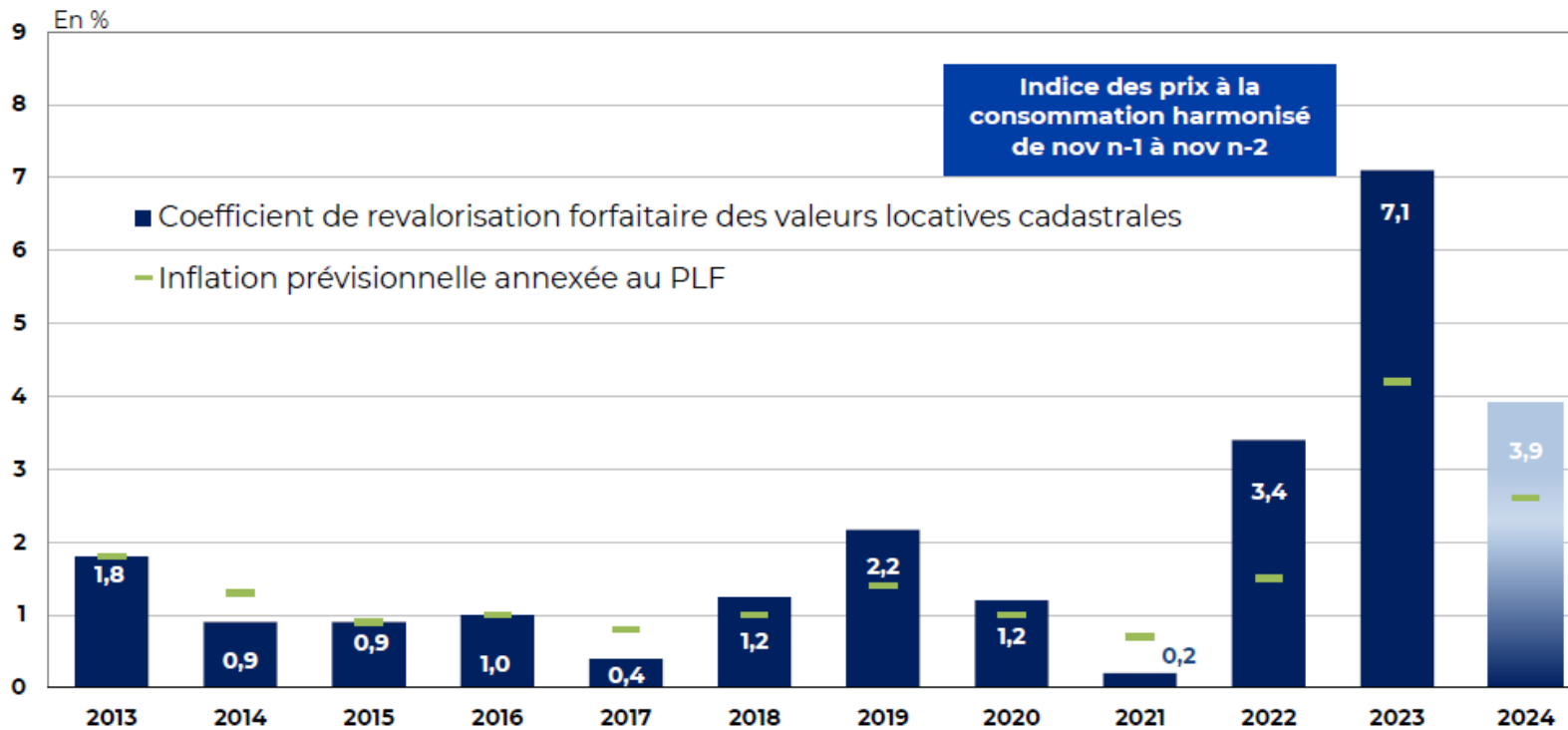


Les bases fiscales



• Tassement de l'inflation des bases

Coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales



Source : [Insee](https://www.insee.fr)

© La Banque Postale

Les bases fiscales



- Report des réformes
- Stabilité des dotations et reversements de l'Etat aux EPCI

Suppression de la CVAE

- ❑ Suppression en quatre ans pour les entreprises
- ❑ Suppression depuis 2023 pour les départements, EPCI et communes bénéficiaires (cf. [article 55 de la loi de finances pour 2023 n° 2022-1726 du 30 décembre 2022](#))

Modalités de compensation de la CVAE

- **Une part « socle »** correspondant à la somme :
 - De la moyenne des produits perçus en **2020, 2021 et 2022**, et du produit qui aurait dû être perçu en **2023**
 - **Et une part variable**, liée à la dynamique de la TVA nationale (si elle est positive) :
 - Pour le bloc communal, versée dans le « **Fonds national d'attractivité économique des territoires** » (FNAET)
- Dès 2024, répartition selon les critères actuels, actualisés sur la base des déclarations d'effectifs des entreprises (cf. [décret n° 2023-1101 du 27 novembre 2023](#)) ;

Les nouveautés législatives



• Dettes et budgets **verts**

Art. 191 et 192 : budgets verts et dette verte

« Budgets verts »

- Institution dès 2024, pour les collectivités de plus de 3 500 habitants d'une **annexe** « **Impact du budget pour la transition écologique** »
- Présentation des **dépenses d'investissement** contribuant positivement ou négativement aux objectifs de transition écologique de la France

« Dette verte »

- Institution dès 2024, pour les collectivités de plus de 3 500 habitants ayant adopté la M57 et qui le décideur, d'une **annexe** « **État des engagements financiers concourant à la transition écologique** »
- Évolution du montant de la dette consacré à la couverture des dépenses d'investissement **contribuant positivement** à tout ou partie des objectifs environnementaux fixés par le droit européen
- Indication de la part cumulée de cette « **dette verte** » dans la dette totale

→ Précisions réglementaires à venir

Pacte financier et fiscal



• Rappel des soldes budgétaires 2014/2019 :

- **2,5 M€ d'autofinancement** dégagés par an en moyenne (sur 20,5 M€ de recettes)
- **< 10 M€ de stock de dette** en fin de mandat (1 M€ au départ)
- **6 M€ de dépenses d'équipement** par an en moyenne

Orientations budgétaires 2024

Pacte financier et fiscal



• Rappel des soldes budgétaires 2014/2019

SYNTHESE : équilibres financiers <i>en milliers d'euros</i>	CA 2014 <i>B Pcp</i>	CA 2015 <i>B Pcp</i>	CA 2016 <i>B Pcp</i>	CA 2017 <i>B Pcp</i>	CA 2018 <i>B Pcp</i>	CA 2019 <i>B Pcp</i>	Variations en moyenne / an	Variations en moyenne / an
RECETTES COURANTES DE FONCTIONNEMENT	19 847 689	19 972 353	19 864 037	20 416 097	20 653 168	22 240 446	20 498 965	100%
DEPENSES DE GESTION	15 872 772	16 507 797	18 481 411	18 111 194	17 791 806	18 428 240	3%	
1- EPARGNE DE GESTION	3 974 918	3 464 556	1 382 626	2 304 903	2 861 362	3 812 206	10%	
intérêts de la dette (+/- solde except)	26 774	48 546	132 950	177 094	54 431	151 286	79%	
2- EPARGNE BRUTE	3 948 144	3 416 010	1 239 644	2 173 434	2 806 930	3 660 920	12%	
remboursement en capital (hors RA)	94 366	120 153	324 257	453 640	580 889	578 653	53%	
3- EPARGNE DISPONIBLE	3 853 778	3 295 857	915 387	1 719 793	2 226 041	3 082 267	2 515 520	12%
							<i>Montant moyen/an</i>	<i>Montant moyen/an</i>
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	5 968 086	7 760 975	9 993 230	3 282 925	2 481 874	6 472 286	5 993 229	100%
RECETTES D'INVESTISSEMENT	1 208 199	1 356 887	2 330 228	1 352 681	1 127 346	1 543 552	1 486 482	25%
4- BESOIN DE FINANCEMENT	4 759 887	6 404 089	7 663 002	1 930 244	1 354 528	4 928 734	4 506 747	75%
emprunt (hors refinancement de dette)	-	4 000 000	4 000 000	1 500 000	-	-	1 583 333	1 066 733
7- EXCEDENT GLOBAL DE CLOTURE	1 803 673	2 674 595	- 294 350	995 199	1 868 533	22 065	1 178 286	677 347
capacité de désendettement (endet. /ep. Brute en nbre d'années)	0,3	1,4	8,3	4,4	3,2	2,3	capacité de désendettement	
ENDETTEMENT	1 021 000	4 899 936	10 269 936	9 624 621	9 050 230	8 467 972		
		870 922	- 2 968 945	1 289 549	873 334	- 1 846 468		

Pacte financier et fiscal



- **Les objectifs** (du BP 2020 au CA 2025)

- **Un plan d'investissement pluriannuel** de **35 M€** (+/- 5 M€)
- **Le maintien des grands équilibres** financiers (autofinancement, endettement) pour développer le territoire **et** soutenir les communes

- **Les conditions**

- Un **autofinancement** net oscillant entre **+2,6 M€** au début du mandat et **+1,6M€** à la fin (soit -1M€)
- Un **endettement** de **+10 M€** sur le mandat
- **5,5 M€ de dépenses d'équipement** par an en moyenne (soit 35 à 40 M€ sur le mandat)
- Une **DSC de 3,1 M€** en début de mandat et de **4,1 M€** à la fin (soit +200 K€ min. par an)

Pacte financier et fiscal



- **Bilan au 31/12/2023 : tous les critères sont au vert**
 - **Autofinancement net : +2,3 M€**
 - **Endettement : 8,8 M€**
 - **Dépenses d'équipement : 4,8 M€ par an en moyenne**
 - **DSC à 5,1 M€ (soit +2 M€)**
- **A noter**
 - **Une hausse des dépenses de fonctionnement de 11% en 2023 en raison de la DSC + de 1 M€.**
 - **Une hausse des investissements de 3,8 M€ par rapport à 2022.**

Orientations budgétaires 2024

Pacte financier et fiscal



SYNTHESE	taux	2020	taux	2021	taux	2022	taux	2023
<i>Prospective CCVG budget 2020-2025</i>	évol. % (2019)	CA	évol. %		évol. %		évol. %	
RECETTES COURANTES DE FONCT	1,2%	22 505 847	4,6%	23 538 456	4,8%	24 667 749	4,6%	25 807 989
DEPENSES DE GESTION et des MISSIONS (y	3,7	19 113 019	3,8%	19 832 390	3,3%	20 482 010	11%	22 812 837
1- EPARGNE GESTION	-11,0	3 392 828	9,2	3 706 065	12,9	4 185 739	-28,4	2 995 152
3- EPARGNE DISPONIBLE	-14,3	2 640 447	9,7	2 897 185	14,8	3 327 066	-30,1	2 325 778
							0,0	
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	-37,8	4 024 900	7,5	4 325 703	-20,9	3 423 123	112,3	7 267 848
RECETTES D'INVESTISSEMENT	-38,8	945 039	27,4	1 203 545	81,0	2 178 579	-43,0	1 242 852
4- BESOIN DE FINANCEMENT DES INVESTISSE	-57,5	3 079 861	1,4	3 122 158	-60,1	1 244 544	384,1	6 024 996
	-						-	
7 - EMPRUNT	-61,9	2 000 000	-50,0	1 000 000	-100,0	0		0
5- V. 5- VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT		1 560 586		775 027		2 082 522		-3 699 219
6- F(6- FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL		1 582 652		2 357 678		4 440 200		740 981
Emprunt 2020 reporté				1 000 000	<i>ions et montants annuels moyens calculés s</i>			
ENDETTEMENT	16,6	9 877 366	3,6	10 229 117	-7,0	9 512 075	-7,1	8 835 498

Orientations budgétaires 2024

Pacte financier et fiscal



La dette : bilan au 31/12/2023

Caractéristiques de la dette au 31/12/2023	
Encours	8 835 497,84
Taux actuariel *	1,41%
Charges financières en 2023	
Annuité	824 608,17
Remboursement anticipé avec flux	0,00
Intérêts emprunts	134 787,99

Les résultats fin 2023 :

- **Un désendettement continu**
- **Taux moyen de 1,43% entièrement à taux fixe**
- **3 prêteurs**

	Fixes	Variables	Total
Encours	8 835 497,84	0,00	8 835 497,84
%	100,00%	0,00%	100%
Durée de vie moyenne	6 ans, 9 mois		6 ans, 9 mois
Duration	6 ans, 5 mois		6 ans, 5 mois
Nombre d'emprunts	9	0	9
Taux actuariel	1,41%	0,00%	1,41%
Taux actuariel après couverture	1,41%	0,00%	1,41%

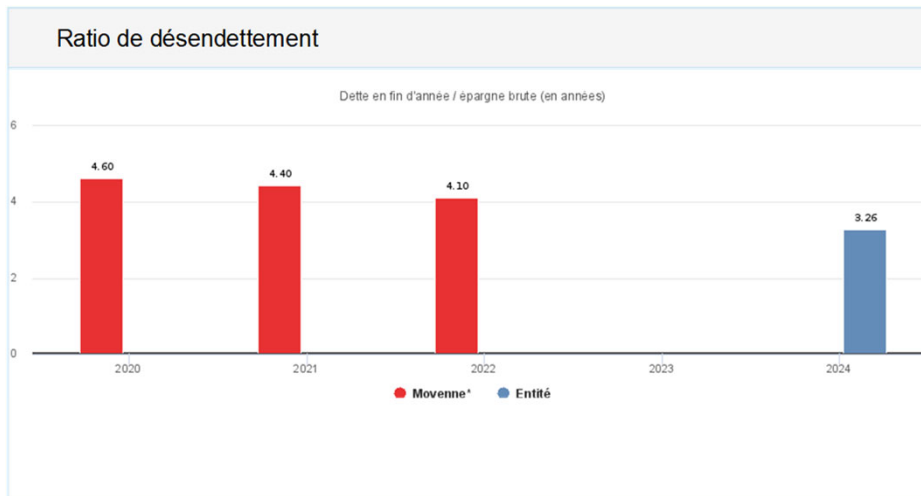
Prêteur	Notation MOODYS	%	Montant
Agence France Locale	-	43,18	3 814 867,00
Caisse d'Epargne	-	39,54	3 493 964,35
La Banque Postale	-	15,59	1 377 820,49
DEXIA Credit Local	-	1,68	148 846,00
TOTAL			8 835 497,84

Orientations budgétaires 2024

Pacte financier et fiscal



La dette : bilan au 31/12/2023



RENÉGOCIATIONS TAUX FIXES

Réf. interne	Prêteur	Libellé	Index	DR	Taux Contr.	Taux Simul.	Capital restant	Préavis	A l'échéance	Montant Pénalité
4859248	CE	Financement des investissem...	FIXE	15	1,07	2,67	384 794	26/12/24	25/01/25	-44 793
0000137/001-AFL	AFL	Financement des investissem...	FIXE	11	1,61	2,73	589 357	20/01/25	20/03/25	-32 393
MIN507443EUR	POST	Financement des investissem...	FIXE	12	1,76	2,73	1 282 571	12/08/24	01/10/24	-65 036
9811270	CE	Financement des investissem...	FIXE	12	0,98	2,73	1 558 089	26/12/24	25/01/25	-149 409
A0115066-CE	CE	Construction du centre Aqua...	FIXE	11	1,82	2,73	1 213 460	26/03/24	25/04/24	-44 732
0000021/001-AFL	AFL	Financement des investissem...	FIXE	6	2,02	2,95	800 000	20/10/24	20/12/24	-9 185
Totaux:							5 828 272			-345 548

Les résultats fin 2023 :

- Une **solvabilité excellente** (endettement / épargne brute = 4 ans)
- Une **possibilité de remboursement anticipé sans pénalités**

Orientations budgétaires 2024

Pacte financier et fiscal



Le bilan budgétaire au 31/12/2023 : Des marges de manœuvres confortées sur 2024/2025

2020/2023 :

+0,3 M€ sur l'autofinancement en 2023 par rapport au niveau prévu sur la prospective du pacte financier et fiscal

-5 M€ de dette fin 2023 par rapport à l'endettement prévu fin 2023

19 M€ d'investissement cumulés fin 2023 sur 20,5 M€ de prévus

2024/2025 :

Une DSC en hausse de 4.500 K€ en 2024 à 4.700 K€ en 2025

Une dette qui passe à 18 M€ en fin de mandat par rapport à l'endettement prévu de 20 M€

Un PPI qui s'élèverait à plus de 40 M€ d'investissement cumulés fin 2025

SYNTHESE	2023	<i>taux</i>	2024	<i>taux</i>	2025
<i>Prospective CCVG budget 2020-2025</i>	CA	<i>évol. %</i>	ROB	<i>évol. %</i>	ROB
	<i>montants en k€</i>				
RECETTES COURANTES DE FONCT	25 934 149	0,1	25 958 476	0,0	25 955 332
DEPENSES DE GESTION et des MISSIONS (y	22 951 975	-6,7	21 412 124	0,4	21 506 924
1- EPARGNE GESTION	2 982 174	52,5	4 546 353	-2,2	4 448 408
3- EPARGNE DISPONIBLE	2 149 673	67,0	3 589 510	-12,9	3 124 754
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	7 281 728	37,3	10 000 000	15,0	11 500 000
RECETTES D'INVESTISSEMENT	1 355 715	21,6	1 648 280	19,3	1 965 866
4- BESOIN DE FINANCEMENT DES INVESTISSE	5 926 014	40,9	8 351 720	14,2	9 534 134
7 - EMPRUNT	0		5 500 000	0,0	5 500 000
5- V. 5- VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT	-3 776 340		737 790		-909 380
6- F(6- FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL	663 859		1 401 650		492 270
ENDETTEMENT	8 835 498	53,6	13 571 942	33,5	18 119 443

Orientations budgétaires 2024

Pacte financier et fiscal



Le bilan de la DSC au 31/12/2023 : objectif dépassé

	2020	2021	2022	2023
Recettes fiscales CCVG hors TEOM et GEMAPI-TS (1)	14 950 388	15 222 411	16 283 614	17 237 111
<i>Pourcentage évolution fiscalité hors TEOM</i>	<i>-0,18%</i>	<i>1,82%</i>	<i>6,97%</i>	<i>5,86%</i>
versements AC (2)	8 223 620	8 195 556	8 215 567	8 167 197
<i>Brignais</i>	4 309 257	4 311 885	4 340 876	4 302 053
<i>Chaponost</i>	1 972 178	1 970 051	1 962 669	1 969 131
<i>Vourles</i>	932 941	915 143	907 250	908 695
<i>Montagny</i>	553 730	544 792	544 366	543 169
<i>Millery</i>	455 514	453 685	460 406	444 149
Reversements DSC (3)	3 122 697	3 322 696	3 650 934	5 150 000
<i>Brignais</i>	1 113 607	1 186 592	1 316 813	1 904 198
<i>Chaponost</i>	832 187	888 222	1 016 158	1 414 802
<i>Vourles</i>	335 648	356 065	375 371	492 437
<i>Montagny</i>	356 247	376 689	398 167	600 016
<i>Millery</i>	485 008	515 128	544 425	738 547
<i>Pourcentage évolution versements communes</i>	<i>0,64%</i>	<i>1,52%</i>	<i>3,02%</i>	<i>12,23%</i>
Recettes fiscales conservées par CCVG (1-2-3)	3 604 071	3 704 159	4 417 113	3 919 914
<i>Pourcentage évolution des recettes conservées par CCVG</i>	<i>-2,66%</i>	<i>2,78%</i>	<i>19,25%</i>	<i>-11,26%</i>

+1,55 M€ sur la DSC reversée aux communes par rapport au niveau 2023 prévu sur la prospective du pacte financier et fiscal

Orientations budgétaires 2024

Éléments du DOB 2024



La DSC 2024 à taux constant

Calcul de la DSC 2024 (fév. 2024)

	BRIGNAIS	CHAPONOST	MILLERY	MONTAGNY	VOURLES	TOTAL	
critère : Potentiel Financier	44,20%	669 776 36,51%	504 075 27,48%	285 604 15,57%	199 932 10,90%	174 913 9,54%	1 834 300 100,00%
Critère revenu disponible par habitant	16,90%	315 480 44,98%	169 425 24,16%	79 645 11,36%	74 190 10,58%	62 609 8,93%	701 350 100,00%
critère : Effort fiscal pondéré en %	38,90%	588 006 36,42%	474 891 29,42%	216 487 13,41%	174 294 10,80%	160 671 9,95%	1 614 350 100,00%
DSC 2024	1 573 263	1 148 391	581 735	448 417	398 194	4 150 000	
Pourcentage de répartition entre communes	37,9%	27,7%	14,0%	10,8%	9,6%	100,0%	
Rappel DSC 2023 définitive	1 534 451	1 140 083	595 140	483 508	396 818	4 150 000	
Ecart 2024/2023	38 812	8 308	-13 405	-35 091	1 376	0	

ventilation DSC 2024	BRIGNAIS	CHAPONOST	MILLERY	MONTAGNY	VOURLES	TOTAL
DSC 2024 définitive	1 573 263	1 148 391	581 735	448 417	398 194	4 150 000
Pourcentage de répartition entre communes	37,91%	27,67%	14,02%	10,81%	9,60%	100,00%
Ecart final 2024/2023	38 812	8 308	-13 405	-35 091	1 376	0

Orientations budgétaires 2024

Éléments du DOB 2024



La DSC 2024 avec augmentation de 350K€

ventilation DSC 2024		BRIGNAIS	CHAPONOST	MILLERY	MONTAGNY	VOURLES	TOTAL
critère : Potentiel Financier	44,20%	726 263 €	546 587 €	309 691 €	216 794 €	189 665 €	1 989 000 €
Critère revenu disponible par habitant	16,90%	342 087 €	183 714 €	86 362 €	80 448 €	67 890 €	760 500 €
critère : Effort fiscal pondéré en %	38,90%	637 597 €	514 942 €	234 745 €	188 994 €	174 222 €	1 750 500 €
Montant DSC 2024 (avt garantie)		1 705 948	1 245 243	630 797	486 235	431 777	4 500 000 €
Compensation pour garantie d'évolution		0	0	0	0	0	0
DSC 2024 avec garantie d'évolut°		1 705 948	1 245 243	630 797	486 235	431 777	4 500 000
DSC + 2024		-	-	-	-	-	-
DSC 2024 définitive		1 705 948	1 245 243	630 797	486 235	431 777	4 500 000
Rappel DSC 2023 définitive		1 534 451	1 140 083	595 140	483 508	396 818	4 150 000
Pourcentage de répartition entres communes		37,9%	27,7%	14,0%	10,8%	9,6%	100,0%
Ecart final 2024/2023		171 497	105 160	35 657	2 727	34 958	350 000

Enveloppe de base (DSC base 2020 nouveaux critères)		Enveloppe 2024
2 966 562		4 500 000
	Augmentation	1 533 438
	Gar d'évol°	0
	Total	4 500 000
	Ecart 2024/23	350 000
	DSC 2024 définitive	4 500 000
	rappel : DSC versée en 2023	4 150 000
	Ecart 2024/2023	350 000

Orientations budgétaires 2024

Éléments du DOB 2024



L'AC en 2024 en légère augmentation

AC 2024	BRIGNAIS	CHAPONOST	MILLERY	MONTAGNY	VOURLES	Total
produit de TP transféré en 2 000	4 621 646	2 093 718	495 981	562 909	971 800	8 746 054
<i>retenues pour Transferts politique de la Ville</i>	66 555	0	0	0	0	66 555
<i>Retenues pour Transferts Gendarmerie</i>	40 567	28 802	0	0	10 697	80 066
<i>Retenues pour Transferts Terrain GV Sédentaires</i>	19 289	0	0	0	0	19 289
<i>Retenues pour refacturation ADS</i>	26 421	0	15 665	12 016	11 698	65 799
<i>Retenues pour refacturation AJ</i>	9 811	9 811	7 649	5 487	7 649	40 406
<i>Retenues pour refacturation MP</i>	57 775	42 327	14 125	10 089	8 421	132 737
<i>Retenues pour refacturation INFORMATIQUE</i>	105 591	35 508	18 511	0	0	159 610
COMPENSATION NETTE = AC	4 295 638	1 977 270	440 031	535 317	933 335	8 181 592
<i>Dont Retenues des Sves Communs Mutualisés</i>	<i>199 598</i>	<i>87 646</i>	<i>55 950</i>	<i>27 592</i>	<i>27 767</i>	<i>398 552</i>
<i>Ecart par Commune AC 2024 / 2023</i>	<i>-6 415</i>	<i>8 139</i>	<i>-4 118</i>	<i>-7 853</i>	<i>24 641</i>	<i>14 394</i>

Orientations budgétaires 2024

Éléments du DOB 2024



L'AC en 2024 en légère augmentation

AC 2023		Ecart 24/23	AC 2024	
produit de TP transféré en 2 000	8 746 054	0	8 746 054	produit de TP transférée en 2 000
retenues pour Transferts politique de la Ville	66 555	0	66 555	retenues pour Transferts politique de la Ville
Retenues pour Transferts Gendarmerie	80 066	0	80 066	Retenues pour Transferts Gendarmerie
Retenues pour Transferts Terrain GV Sédentaires	19 289	0	19 289	Retenues pour Transferts Terrain GV Sédentaires
Retenues pour refacturation ADS	63 533	2 266	65 799	Retenues pour refacturation ADS
Retenues pour refacturation AJ	40 219	188	40 406	Retenues pour refacturation AJ
Retenues pour refacturation MP	178 195	-45 458	132 737	Retenues pour refacturation MP
Retenues pour refacturation INFORMATIQUE	131 000	28 610	159 610	Retenues pour refacturation INFORMATIQUE
COMPENSATION NETTE = AC	8 167 197	14 394	8 181 592	COMPENSATION NETTE = AC

Éléments du DOB 2024



Les autres dépenses de fonctionnement en 2024

- **Pôle RH/moyens généraux : +215K€** = GVT, augmentations indiciaires nationales, +2 postes service informatique mutualisé.
- **Pôle Bâtiments : +220K€** = contrats d'entretien en hausse (ex. BTG + 20K€) ; AquaGaron (nouvelle DSP +180K€) ; inflation NRJ fluides
- **Pôle Voirie / Voie douces / Entretien : +50 K€** = hausse prix des marchés d'entretien et de fournitures,
- **Pôle ADT / Mobilités + Pôle Eco + Pôle Social : -200 K€** (agriculture)
- **Participations SITOM-SMAGGA-OTI-SOL : +180 K€**

Au global : hausse limitée à +665 K€ de dépenses

Éléments du DOB 2024



Les recettes de fonctionnement en 2024

- **Fiscalité / Dotations / Compensations : + 588 K€** dont
 - TEOM : + 118 K€
 - Compensation TH & CVAE : + 420 K€
 - Taxe de séjour : + 19 K€
- **Recettes tarifaires et locatives : + 714 K€** dont
 - Social : + 10 K€
 - BMO/BTG : + 13 K€
 - Mobilités (versements Sytral) : + 462 K€
 - ENS : + 45 K€
 - Office de Tourisme : + 12 K€
 - CA : + 163 K€ (reprise provision subventions exceptionnelles)

**Au global : une hausse plus importante de recettes à
1 320 K€**

Éléments du DOB 2024



Les dépenses d'investissement en 2024

- **Reprise des Restes à réaliser 2023 (+BS24) : +2,32 M€** dont
 - **Bâtiments** : 404 K€ (BAC, OTI, AMOe BTG et Tiers lieu),
 - **Voirie-réseaux** : 1 168 K€ (travaux C10 à Brignais, voie douce à Vourles, éco-quartier à Millery, Devienne et Doumer-Chapard à Chaponost, Chemin de la Chapelle à Montagny)
 - **ADT /Dév. Eco** : 642 K€ (capital SPL, subvention Paralu)
 - **PLH** : 110 K€ (subvention précarité énergétique)
- **Réinscription au BP24 d'engagements 2023 différés : +1,53 M€** dont
 - **Voirie-réseaux** : 1 026 K€ (acquisition voirie Les Pérouses 416 K€)
 - **Bâtiments** : 71 K€
 - **ADT** : 436 K€ (acquisitions fonciers Moninsable II 202K€, subventions PLH aux bailleurs sociaux)

Nouveaux programmes 2024 : +13,17 M€

Éléments du DOB 2024



Les dépenses d'investissement en 2024

Nouveaux programmes 2024 : +13,7 M€ dont 1,53 M€ de réinscription de programmes 2023 :

- **Bâtiments = 2 393 K€** : réhabilitation Orangerie Rochilly, rénovation 14 logements BTG, aménagements AquaGaron, construction bâtiment agricole collectif
- **Voiries & voies douces (VD) = + 7 308 K€** (dont 5 135 K€ inscrits en AP) dont travaux C10 à Brignais, VD route des Troques à Chaponost, Ch de la Plaine à Vourles, Brasseronde et VD Baconnet à Montagny, Eco-Quartier et VD RD117 à Millery, étude ouvrages d'art...
- **ADT = + 3 369 K€** dont 2 495 K€ de réserves foncières et immobilières économiques, 301 K€ sur l'agriculture, 569 K€ sur le PLH)

Éléments du DOB 2024



Les recettes d'investissement en 2024 (hors emprunt)

- **Subventions** : **681 K€** pour le bâtiment agricole collectif et les voies douces
- **FCTVA** pour **1 150 K€**
- **RàR 2023** reportés en recettes : **596 K€**

Orientations budgétaires 2024

Éléments du DOB 2024



Le **financement** des investissements et **l'équilibre budgétaire** 2024

- **Excédents 2023 : + 663K€**
- **Autofinancement : 3 515 K€**
- **Emprunt : 9 323K€**